

# DE GAULLE EST-IL DANS LE VENT DE L'HISTOIRE?

Après la fameuse déclaration du 16 septembre, j'écrivais en conclusion de mon article: «*Pendant ce temps, la guerre continuera. Et c'est la seule réalité*».

Après la conférence de presse du 10 novembre et la désignation par le G.P.R.A. des internés de l'île d'Aix comme négociateurs, cette conclusion pourrait, hélas, servir de titre à cet article.

Car, après ces deux mois écoulés d'un dialogue de sourds où chaque concession apparente est accompagnée de conditions qui la rendent nulle, la guerre continue, plus sauvage, et plus meurtrière que jamais et rien ne permet d'entrevoir dans un avenir proche la fin de l'imbécile tuerie. Si quelque espoir avait pu naître après la déclaration du 16 septembre reconnaissant au peuple algérien le droit de se déterminer lui-même et l'acceptation par le G.P.R.A. de ce processus, les obstacles accumulés de part et d'autre par les ultras des deux bords ont amenuisé cet espoir jusqu'à le faire évanouir.

Ainsi, aux «commentaires» de Delouvrier (l'Algérie est française), du général Challe (je n'ai pas besoin d'un cessez-le feu), du général Massu (si les rebelles réintègrent leurs domiciles, ils auront à se tenir «tranquilles»), font écho les déclarations jusqu'aux boutistes de Lamine Debaghine et les proclamations fracassantes de Krim Belkacem.

Dans quelle mesure Ferrhat Abbas, rallié de la onzième heure, hier partisan convaincu d'une intégration, que ses laudateurs d'aujourd'hui qualifiaient alors de «sinistre farce», dans quelle mesure le leader F.L.N. est-il en mesure d'imposer le choix d'une solution négociée?

Quant au général de Gaulle, s'il est parfaitement capable de briser toute velléité de rébellion des groupes activistes, il ne pourra le faire qu'avec le concours de l'Armée. Or celle-ci ne suivra son chef que dans la mesure où elle sera assurée de rester en Algérie.

Dans un tel contexte, le drame algérien trouvera difficilement une solution, le principe - désormais acquis - de l'autodétermination devra conduire, pour les uns, à une solution française et, pour les autres, à une indépendance effective, sinon immédiate, du moins à terme.

Ainsi, dans cette aube pourpre d'une sixième année de guerre qui, selon les propres estimations du général de Gaulle, a coûté aux Français près de 15.000 tués et près de 150.000 aux Algériens, l'horizon demeure obscur.

Une seule certitude paraît acquise: l'impossibilité d'une victoire militaire de l'un ou l'autre camp.

La France ne pourra se maintenir en Algérie qu'au prix d'une occupation permanente du territoire par plus de cinq cent mille soldats. Cela impose des charges financières que le pays peut supporter - au moins pendant une longue période. Cela veut dire que la guerre peut donc encore durer plusieurs années.

De leur côté, les insurgés, s'ils doivent renoncer à quelque Dien-Bien-Phu algérien, sont parfaitement capables de maintenir des maquis dans tout le pays, grâce à l'appui financier et matériel des pays arabes.

Ceci étant acquis, et les dirigeants politiques des deux parties - au moins les plus intelligents - devant en être persuadés, quelles perspectives demeurent?

Pour éclairer le problème, il faut essayer - ce qui est difficile - de découvrir la pensée dominante du général de Gaulle, de qui tout dépend, au moins dans l'immédiat.

Ceux qui le combattent - les Algériens - lui reconnaissent les vertus de l'honneur et de la loyauté. Je n'ai aucune raison de m'inscrire en faux contre ce témoignage.

Mais, dans le fatras des discours et des déclarations, souvent confus, parfois contradictoires, peut-on déceler une orientation politique précise, une pensée axée sur une doctrine constante?

Il semble bien que, tant sur le plan européen (allocution devant les élèves des écoles militaires: «*Le système de l'intégration a vécu*»), que sur le plan colonial (Communauté, Algérie) de Gaulle ne croit pas - et même se refuse - aux formules intégrationnistes. Pas plus qu'il ne veut d'un «*empire intégré*». Sa préférence va manifestement à des ensembles régionaux autonomes et fédérés.

Dans l'état actuel du monde, je crois cette sombre solution effectivement, sinon la plus efficace, du moins la plus réaliste, l'esprit nationaliste, surtout dans les ex-colonies, étant encore trop vif pour permettre des solutions plus radicales.

Assez intelligemment, de Gaulle paraît donc se placer «dans le vent de l'histoire». Malheureusement, derrière l'homme politique se profile le militaire, le nationaliste, l'homme élevé dans le culte monarchique de la grandeur française.

Et cela fausse tout le problème, fait bifurquer une pensée raisonnable vers des voies sans issues.

De Gaulle veut une Europe fédérée - mais dont la France serait le leader ship incontesté. Ce que n'accepteront jamais les autres pays européens et, en particulier, l'Allemagne.

De Gaulle veut bien accorder la plus large autonomie, voire même une indépendance nominales, aux ex-colonies - mais à condition que celles-ci reconnaissent définitivement la tutelle politique française. Ce que les jeunes nationalismes africains n'accepteront que dans la mesure où il ne pourront le refuser.

Une telle prétention abusive détruit par avance toute possibilité de réaliser des ensembles fédérés valables, le fédéralisme supposant certes, l'autonomie des régions, mais aussi leur égalité la plus complète - sans laquelle le prétendu fédéralisme n'est plus que la forme camouflée d'un nouvel impérialisme.

Dès lors, l'expérience gaulliste, faussée à son point de départ par le virus nationaliste ne peut déboucher que sur un échec.

Et cela explique les obscurités, voire même les contradictions qu'on peut relever dans les propos de de Gaulle comme chez ceux à qui il donne mission d'interpréter sa pensée ou d'exécuter ses directives.

Cela explique la hargne avec laquelle le général, dans sa conférence de presse, a attaqué le jeune Etat guinéen - au moment même où son chef Sékou Touré recevait à New York, à Londres, à Bonn comme à Moscou les plus chaleureux accueils!

Cela explique aussi l'absurde entêtement à faire exploser une bombe française au Sahara - malgré une réprobation quasi unanime que vient d'illustrer le récent vote de l'Assemblée Générale de l'O.N. U., où le triste pantin socialiste Jules Moch s'est une fois de plus couvert de ridicule.

En vérité, les chemins de la grandeur sont parsemés d'obstacles. Et le vent de l'histoire, qui souffle ni devant ni derrière, mais sur le côté risque fort de faire basculer sans gloire le char gaulliste dans le fossé !

**Maurice FAYOLLE.**